

prisonnement *avec travaux forcés*, dans le cas du requérant, elle s'en serait exprimée.

Que aucun tribunal ne peut infliger une punition autre que celle énoncée dans la loi en vertu de laquelle il condamne.

Que les lois en matières criminelles doivent être interprétées *strictement* et que les *mots* mêmes d'un statut doivent justifier l'interprétation que l'on en fait.

Que les lois en ces matières doivent être prises au pied de la lettre lorsqu'il s'agit du châtement à infliger ; qu'on ne peut, en aucun cas, en matières pénales, procéder par induction, que les juges n'ont pas d'autres pouvoirs que ceux qui leur sont donnés par les Statuts en vertu desquels ils agissent, qu'un homme ne peut pas être privé de ses droits ou de ses privilèges pour des raisons de convenance ou d'inconvenance et par de simples déductions.

Que dans les cas de doute les cours doivent toujours favoriser la liberté du sujet, qui doit être libéré, à moins que son emprisonnement ne soit autorisé par des *termes* non équivoques d'un statut.

Autorités citées par l'avocat du Requérant :—

Paley Sum. Conv. 16, 178-179, 269-270, 272.

Plow. 17, 206—Lord Denman in re Fletcher v. Calthrop, 6 Q. B. 880, 891.

Lord Kenyon in re R. v. Jukes—8 T. R. 544.

Lord Mansfield in re R. v. Little 1 Burr. 613.

C. J. Best in re Looker—Halcomb. 4 Bing. 188.

Lord C. J. Holt. Paley 178.

Reg. v. O'Brien, 13 U. C. Q. B. 436.

Reg. v. Brown, 4 U. C. Q. B., 149. Wilt v. Lai, 7 U. C. Q. B. 537.

Dwarris 634.

Reg. v. Vonhoff 10 L. L. C. J. 293.

Reg. r. Chandler 1 Hanney 551.

Reg. v. Boyle, 4 U. C. L. R. 264.

Re Slater 9 U. C. L. J. 21. *May Somers*.

La Couronne par le ministère d'Alderic Ouimet, Ecr., substitut du procureur général, a soutenu que la conviction